

**RAPPORT DE LA CEA A LA 16ème REUNION DU COMITE DE
MOBILISATION DES RESSOURCES SUR LES ACTIVITES
ENTREPRISES DEPUIS NOVEMBRE 1994**

(ADDIS ABEBA, ETHIOPIE)

I. Introduction

1. La dernière réunion du Comité de mobilisation des ressources s'est tenue au siège de la BAD, à Abidjan du 16 au 18 novembre 1994. Au cours de cette réunion le Comité a identifié des activités devant être exécutées avant la réunion suivante et a assigné des responsabilités à ses différents membres.

2. Ce rapport concis fournit l'information sur la manière dont la CEA s'est acquittée des tâches qui lui ont été assignées.

II. Finalisation du rapport de la première évaluation à mi-parcours, et la mise à jour de l'état de mise en oeuvre.

3. Il sera rappelé que lors de la dernière réunion du CMR, la CEA a présenté le projet du rapport de la première évaluation à mi-parcours de UNTACDA II; qui a été examiné en profondeur par le Comité. Plusieurs observations et suggestions ayant trait au contenu, au format, aux recommandations et aux conclusions ont été faites par le Comité. En particulier, le CMR a fait remarquer qu'un rapport détaillé sur l'état de mise en oeuvre des projets serait nécessaire et a demandé à la CEA de le préparer avec l'aide de l'information reçue des ONG sous-régionales et des agences des Nations Unies. A cet égard, les organisations sous-régionales et autres agences ont fourni à la CEA toutes les informations disponibles pour faciliter le travail.

4. Un rapport sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des 456 projets a été préparé par la CEA, sur la base des seules informations mises à sa disposition. Seuls la CEDAO, la BAD, le Nigéria et l'Angola ont fourni à la CEA des informations sur leurs projets. Le document TRANSCOM/943/Rev.1 contient l'information détaillée sur les 456 projets suivis.

5. En ce qui concerne le rapport de l'évaluation, la CEA l'a révisé en tenant compte des observations du CMR. Le projet du rapport sera analysé par le CCII avant d'être soumis à la Conférence des ministres africains des transports et des communications (CAMTC).

III. Mise à jour des Termes de référence du CMR à la lumière des recommandations du rapport de l'évaluation

6. La CEA et le PNUD avaient la responsabilité de proposer et de mettre à jour les termes de référence du CMR, ce qui a été fait. Le projet des TDR révisés, qui devra être soumis à la CAMTC à travers le CCII, est joint ci-après.

7. Il est par conséquent nécessaire que le CMR soit entièrement d'accord sur ses TDR pour qu'il puisse continuer à faciliter la mise en oeuvre de UNTACDA II.

8. Le mandat et les termes de référence originaux du CMR pour lesquels la révision est proposée, sont reproduits ci-dessous. (Voir DOC/UNTACDA/MIN/04/Rev.3).

Comité de mobilisation des ressources (CMR)

9. Un Comité de mobilisation des ressources, composé de la BAD, de l'OUA, de la CEE, du groupe ACP, de la BADEA, de la Banque mondiale et de la CEA, a été créé. La CEA devra aussi fournir les services de secrétariat.

10. Le Comité de mobilisation des ressources est avant tout chargé de la promotion efficace du programme de la Décennie. A cette fin, il s'efforcera d'élaborer des méthodes de mobilisation efficace de ressources pour le programme, en particulier pour évaluer périodiquement le programme de la Décennie avec les organisations sous-régionales, afin de s'assurer de sa viabilité financière. Par conséquent ses activités lors de la période préparatoire, 1989-1990, étaient:

- A. (i) de conseiller l'agence chef de file et le Comité de coordination inter-institutions sur les directives pour la préparation du programme de chaque agence ou groupe d'agences, sur le suivi des activités préparatoires et sur la coordination et l'harmonisation de leurs programmes;
 - (ii) de rechercher des ressources financières et techniques pour soutenir les agences et les groupes d'agences dans la préparation de leurs programmes de la Décennie;
 - (iii) de sensibiliser les Etats membres sur la nécessité à accorder une priorité aux projets favorisant la réalisation des objectifs clés de la Décennie et d'inclure ces projets dans leurs programmes de priorité.
- B. Pendant la Décennie, le travail du Comité de mobilisation des ressources sera:
- (i) de recommander au CCII des projets auxquels on devra accorder une priorité tenant compte du contexte macro-économique qui prévaut en Afrique et des contraintes économiques qui en résultent, ainsi que des besoins en développement du secteur;
 - (ii) de promouvoir activement le programme et les projets prioritaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, notamment, diffuser l'information sur les projets de la Décennie parmi les différentes institutions de financement;

- (iii) de mobiliser les ressources financières pour les projets nationaux par le biais des conférences de bailleurs de fonds, en sensibilisant les principales institutions et agences de financement sur la nécessité de financer ces projets. Ceci devra être fait à travers des séminaires, des ateliers de travail et des tables rondes;
- (iv) de continuer à sensibiliser les Etats membres pour qu'ils accordent une priorité aux programmes et projets de la Décennie qui ont pour objectif le développement des zones rurales, et de continuer à soutenir les Etats membres dans la préparation de leurs projets nationaux, en particulier ceux favorisant la réalisation des cibles mentionnées ci-dessus et des objectifs globaux de la Décennie;
- (v) de rechercher des financements pour mettre en oeuvre les projets régionaux économiquement viables (impliquant deux ou plus d'Etats membres);
- (vi) de rechercher des financements pour mettre en oeuvre les projets et les activités prioritaires des différentes agences et des organisations économiques sous-régionales ainsi que des organisations régionales spécialisées, avec pour but de réaliser les objectifs de la Décennie;
- (vii) d'entreprendre des examens réguliers des efforts de mobilisation de ressources et de soumettre ces rapports et recommandations à la Conférence des ministres à travers le CCII;
- (viii) de préparer des rapports annuels sur l'impact des conditions macro-économiques sur le développement des secteurs des transports et des communications en Afrique, et de soumettre ces rapports au CCII pour considération et distribution aux Etats membres.

11. Il est évident, des observations ci-haut, que la révision des TDR du CMR doit prendre en considération ce qui suit: (i) le critère de participation au CMR; (ii) le mandat du CMR; (iii) les fonctions du CMR; et (iv) les recommandations de l'évaluation à mi-parcours concernant le CMR.

Participation du CMR

12. Des huit organisations membres du CMR, la CEE (EU) et la BADEA n'ont jamais participé aux activités du Comité et depuis sa onzième réunion en février 1992, la

Banque mondiale a cessé de participer aux activités du CMR et a récemment fait savoir à la CEA qu'elle ne participera plus de manière active aux dites activités.

13. De ce qui précède, il serait utile de réviser le critère de participation au Comité pour s'assurer que seuls les membres ou organisations actifs, qui ont démontré leur intérêt pour le travail du CMR, en fassent partie. La Conférence des ministres africains des transports et des communications en sera informée et sera sollicitée pour prendre une décision finale sur la participation du CMR.

Mandat du CMR

14. Le mandat du CMR est avant tout "de promouvoir efficacement le programme de la Décennie. A cette fin, il s'efforcera d'élaborer des méthodes pour une mobilisation efficace des ressources pour le programme, en particulier pour évaluer périodiquement le programme de la Décennie avec des organisations sous-régionales, afin de s'assurer de sa viabilité financière".

15. On peut affirmer que les aspects fonctionnels du mandat sont (i) la promotion efficace du programme; ex. la promotion et la publicité; (ii) l'effort pour élaborer des méthodes efficaces pour la mobilisation effective des ressources; et (iii) l'évaluation périodique, avec des organisations sous-régionales, de la viabilité financière du programme.

16. L'objectif est clair - la promotion de la Décennie, l'élaboration des méthodes efficaces de mobilisation des ressources et collaboration avec les organisations sous-régionales.

17. Il sera rappelé qu'au cours de la 9ème réunion de la CAMTC en mars 1993, la question de la mobilisation actuelle des ressources par le CMR, avait été résolue lorsqu'il a été souligné que le CMR n'est qu'un Comité et non une institution de financement, que les représentants des institutions de financement, membres du CMR, ne peuvent pas engager leurs organisations et que la recherche des fonds, les conditions pour l'obtention et l'octroi de tels fonds et crédits sont les prérogatives exclusives de l'emprunteur et du prêteur, et que le CMR ne peut en aucun cas faire office de l'un ou de l'autre, mais il peut apporter son assistance lorsque sollicité par les bénéficiaires.

Fonctions du CMR

18. Les fonctions du CMR ont été réparties dans les deux phases du programme, à savoir: la préparation et la mise en oeuvre.

19. Les trois activités de la phase préparatoire ont été exécutées avec succès grâce aux ressources financières que la CEA et non le CMR, a obtenu du PNUD, pour la préparation et le lancement de UNTACDA II, et qui ont été utilisées pour soutenir les agences, les organisations et les groupes de travail.

20. Lors de la phase de mise en oeuvre du programme, les TDR requièrent que le CMR soit engagé dans les huit activités énumérées ci-dessus. Un examen de ces activités (voir paragraphe 10 B) montre qu'elles relèvent toutes du mandat du CMR et n'empiètent pas sur la souveraineté des Etats membres ou les politiques des organisations des bailleurs de fonds et des organismes de prêt. Ces activités sont:

- (i) recommander au CCII des projets auxquels on devrait accorder une priorité;
- (ii) promouvoir activement les programmes et projets à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique;
- (iv) continuer à sensibiliser les Etats membres pour qu'ils accordent une priorité aux projets/programmes de la Décennie;
- (vii) entreprendre des évaluations régulières des efforts de mobilisation des ressources et rendre compte aux ministres par l'intermédiaire du CCII; et
- (viii) préparer des rapports annuels sur l'impact des conditions financières et macro-économiques sur le développement du transport et des communications en Afrique.

21. En ce qui concerne les activités du CMR: mobiliser les ressources pour les projets nationaux en organisant des conférences de bailleurs de fonds...; rechercher des financements pour mettre en oeuvre les projets économiquement viables et pour mettre en oeuvre les projets et activités prioritaires des différentes agences et organisations sous-régionales - ces activités vont au-delà du mandat du CMR qui est de "s'efforcer d'élaborer des méthodes pour une mobilisation efficace des ressources". Cela sous-entend que la mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre des projets relève des pays membres, des groupes de pays, des agences et organisations sous-régionales sur l'initiative du CMR et sans consentement et/ou engagement actif des ces bénéficiaires.

22. Il sera toutefois rappelé, que lors de la dernière réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications, ces questions ont été longuement débattues et il a été convenu que le CMR n'est pas une institution de

financement avec des ressources propres et par conséquent ne peut qu'assister sur demande, les Etats membres et les organisations/agences et qu'il ne peut se substituer ou agir pour le compte des bénéficiaires directs des projets.

23. A la lumière de ce qui a été dit et considérant les recommandations de l'évaluation à mi-parcours, par ex. que les futures activités du CMR doivent se concentrer rigoureusement sur l'aide aux pays (agences, organisations etc.) dans la recherche de financements pour mettre en oeuvre leurs projets et que le CMR devrait s'abstenir de participer aux activités techniques telles: la préparation des projets et études. Il est par conséquent recommandé que les points B(iii), B(v) et B(vi) du paragraphe 10, concernant la mobilisation des ressources soient modifiés, afin de montrer clairement que le CMR collaborera et assistera sur demande, les bénéficiaires dans leur recherche de financements pour leurs projets.

24. Le projet des termes de référence révisés du CMR, proposé pour examen et ratification par le CCII, se trouve à l'annexe 1 de ce rapport.

25. En sa capacité d'agence chef de file de UNTACDA II, la CEA a effectué plusieurs missions relatives à UNTACDA II; la réunion sur la révision du programme de la SATCC; la mission au Lesotho concernant le projet de la base de données; la réunion à Bruxelles du Comité directeur du SSATP et du groupe de travail du transport urbain de UNTACDA II et la réunion d'évaluation du SSATP à Paris. Une réunion du groupe spécial d'experts sur la sécurité routière a également été organisée à Addis Abéba.

26. Dans le cadre de la préparation des réunions de UNTACDA II programmées pour mars 1995, la CEA a entre autre préparé, les documents suivants:

- progrès réalisés dans la mise en oeuvre de UNTACDA II, 1993-1994 [TRANS/IACC/95-04 (a)];
- rapport sur la mise en oeuvre des résolutions de la 9ème réunion de la CAMTC [TRANS/EXP/95-05];
- rapport sur le Bureau de la Route Transafricaine [TRANS/EXP/95-07 (a)];
- rapport sur la Déclaration de Yamoussoukro [TRANS/EXP/95-07 (b)];
- rapport sur l'état d'avancement du projet DRHI [TRANS/EXP/95-07 (c)];
et
- rapport sur l'état d'avancement du projet "Base de données sur les transports" [TRANS/EXP/95-07 (d)];
- projet du programme d'action pour la phase II du projet de UNTACDA II.

**Projet des Termes de référence révisés du Comité de mobilisation
des ressources (CMR)**

1. Un Comité de mobilisation des ressources a été créé et est composé de la BAD, de l'OUA, (de la CEE), du groupe ACP, (de la BADEA), (de la Banque mondiale), de la CEA et des présidents de tous les groupes sous-régionaux et sous-sectoriels de travail. La CEA devra aussi fournir les services de secrétariat au Comité¹/.
2. Le Comité de mobilisation des ressources est avant tout chargé de la promotion efficace du programme de la Décennie. A cette fin, il s'efforcera d'élaborer des méthodes pour une mobilisation efficace des ressources pour le programme, en particulier pour évaluer périodiquement le programme de la Décennie avec les organisations sous-régionales, pour s'assurer de sa viabilité financière.
3. Lors de la phase préparatoire du programme de UNTACDA II, les tâches du CMR, entre autre, étaient:
 - (i) de conseiller l'agence chef de file et le Comité de coordination inter-institutions sur les directives pour la préparation du programme de chaque agence ou groupe d'agences, sur le suivi des activités préparatoires et sur la coordination et l'harmonisation de leurs programmes;
 - (ii) de rechercher des ressources financières et techniques pour soutenir les agences et les groupes d'agences dans la préparation de leurs programmes de la Décennie; et
 - (iii) de sensibiliser les Etats membres sur la nécessité d'accorder une priorité aux projets favorisant la réalisation des objectifs clés de la Décennie et d'inclure ces projets dans leurs programmes prioritaires.
4. Lors de la phase préparatoire la Décennie, le travail du Comité de mobilisation des ressources sera:
 - (i) de conseiller le CCII sur le contexte macro-économique qui prévaut en Afrique et les contraintes économiques qui en résultent ainsi que les besoins en développement du secteur;

¹/Le CMR devrait recommander aux ministres par l'intermédiaire du CCII si oui ou non les membres qui n'ont jamais participé au travail du Comité ou qui n'ont pas participé aux réunions du CMR au cours des deux dernières années, devraient être considérés en tant que membres.

- (ii) d'évaluer la viabilité financière des projets sous-régionaux et régionaux proposés pour le programme;
- (iii) de promouvoir activement le programme et les projets prioritaires à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, notamment, de diffuser l'information sur les projets de la Décennie parmi les différentes institutions de financement;
- (iv) de conseiller les Etats membres, les OIG et les ONG sur les sources potentielles de financement pour leurs projets de UNTACDA II, sous réserve de l'intérêt des organismes de financement;
- (v) de collaborer avec les Etats et les assister sur demande dans l'organisation des tables rondes, des réunions des groupes consultatifs et des conférences des bailleurs de fonds pour mobiliser des ressources pour leurs programmes du secteur des transports et des communications;
- (vi) de collaborer et assister sur demande, les différentes agences bénéficiaires, les organisations régionales et sous-régionales, dans la recherche de financements pour les projets et programmes régionaux et sous-régionaux économiquement viables de UNTACDA II;
- (vii) d'entreprendre des évaluations régulières des efforts de mobilisation des ressources et de soumettre ses rapports et recommandations à la Conférence des ministres à travers le CCII;